

des enfants quand nous voulons si nous voulons

La loi Veil sur l'avortement, votée le 16/1/75 suspendait pour 5 ans la loi répressive de 1920. Dès l'automne prochain, notre sort, notre rôle à nous les femmes, vont donc à nouveau donner lieu à des joutes parlementaires ; déjà des commissions étudient la question. Face à nos fragiles acquis se dressent tout ensemble la bourgeoisie d'Europe et notre "Saint-Père" le pape.

On proclame l'année de l'Enfant, mais le but en est bien moins l'épanouissement de l'enfant que la glorification de la famille nombreuse dans nos pays. C'est que nos ventres ne produisent pas le quota voulu : 1,82 enfants par femme au lieu de 3 !

L'Occident a peur : la crise économique, un spectre devenu bien actif avec son cortège : chômage, violence... et l'Europe se cristallise tant bien que mal comme un bouchon sur un volcan.

Mais un autre spectre a pris forme, et celui-là, nos sociétés industrielles ne le connaissent pas encore : la crise idéologique, bien plus puissante encore, avec en son cœur la révolution des femmes. La "moitié du ciel" veut sa place sur la terre, veut sa liberté d'exister. Droit à notre identité, droit à l'emploi, droit à notre sexualité. La famille est remise en question, mais surtout déjà nous prenons le droit absolu de décider de nos maternités.

Spectre doublement actif que celui-là : le patriarcat, une des racines essentielles du capitalisme, scié peu à peu. La natalité, ce réservoir de travailleurs et de consommateurs, effondrée.

"Horreur ! nous clame-t-on, la pyramide des âges s'inverse !". Nous, nous en rions. Eh oui, une dure période, n'est-ce pas ? Cela amènera peut-être des révisions déchirantes sur les fins du travail et le partage des richesses. "Horreur ! L'explosion démographique dans le Tiers Monde, et l'Occident qui vieillit, horreur ! nos pays ridés ! Et l'an 2000 nous ne serons plus qu'1% du globe !". Nous, femmes nous ne

pleurerons ni l'Occident ni l'Orient. Que se lève un monde différent !

dénatalité et loi libérale

Bref, il n'y a pas d'article actuellement sur la question de l'avortement qui n'évoque la chute démographique. Mais y a-t-il seulement un rapport entre celle-ci et une loi plus ou moins répressive sur l'avortement ? Aucun. Les choses ne sont pas si simples qu'elles puissent être réglées à coup de lois. Une étude de l'INED démontre que, dans les pays hautement industrialisés, la baisse de la natalité a généralement précédé toute loi libéralisant l'avortement. Nous n'avortons ni plus ni moins, mais seulement avec plus ou moins de sécurité, les statistiques d'avortement changent un peu avec la "légalité", mais la natalité, elle, ne connaît que notre bon vouloir. Par contre, selon la même enquête, l'accès à la contraception se généralise quand les lois sont plus libérales, ce qui diminue le recours à l'avortement.

natalité tout crin et gants de velours

Q'importe ces réalités à nos faiseurs de lois ? Tant de peurs les hantent : liberté des femmes, avortement, désintégration de la famille, forment un cocktail explosif. Bien sûr la bourgeoisie sera comme toujours divisée sur les moyens. D'un côté, les natalistes

... tout crin, Débré, "Laissez-les-ivre", joints par le pape. De l'autre, les gants de velours, les modernistes qui proclament les libertés de la femme. Mais leur politique est la même fondamentalement :

— une contre offensive idéologique visant aujourd'hui à un certain enfermement des femmes. Cela peut être brutal (lois répressives, licenciements) ou habile (congés sans soldes, interim, mi-temps, primes, fée du logis-nouvelle version, familles modernes à la sexualité normalisée). A cet enfermement des épouses correspond le parage des prostituées : projet Le Tac.

— une contrainte économique : sur le plan de l'emploi, bien-sûr, mais aussi sur le budget Santé. Pour les femmes, ce sera l'accouchement à domicile ; déjà de nombreux hôpitaux ne gardent les accouchées que 5 jours.

Alors, la révision de la loi Veil ? Dans quel sens ? Il semble assez peu probable, malgré les éclats du pape et des natalistes qu'on puisse en revenir à une loi plus répressive. Les pays d'Europe ont, sans exceptions, adopté des lois libérales ; en Italie l'avortement est autorisé jusqu'à 12 semaines et remboursé. Cela ne veut pas dire que ces lois soient appliquées, pas plus que chez nous. Et il ne serait pas étonnant que soit votée une loi libérale qui ne serait qu'un paravent à encore plus d'entraves. L'essentiel sera ailleurs. Nous ne verrons pas ce que nous exigeons : des centres polyvalents et non hiérarchisés, subventionnés, la gratuité. Par contre on fermerait sans doute les yeux sur une pratique parallèle.

aux femmes de gérer la pénurie

Aux femmes à se débrouiller, peut-être sans répression, mais à la sauvette, sans moyens. Aux femmes, comme toujours, de gérer la pénurie. "Faites ce que vous voulez, mais vous ne pourrez pas le faire". Et nous voici peut-être prise à un piège : nous réclamons une certaine démedicalisation, une réappropriation de notre corps, mais il nous faudra tellement de temps, de forces. Alors il y a une façon de nous renvoyer à nous-mêmes comme à nos fourneaux. Toute la poussée de la société vise à nous tenir en marge. Et bien-sûr, en quelque sorte, c'est en marge que nous développons nos forces, dans les groupes, les maisons de femmes, mais il nous faut absolument refuser d'être marginalisées par eux, évacuées parce que ça les arrange.

frapper toutes ensemble

Mobilisation de toutes nos forces pour que cette échéance de loi sur



l'avortement ne soit pas une défaite, ni un piège pour nous, mais une victoire à la mesure de nos exigences.

Cette mobilisation nous est difficile. D'une part nous avons compris que ces questions ne pouvaient être traitées de façon extérieure et

" les françaises veulent des enfants " ou ce que l'on fait dire aux sondages

Janvier 79 : l'année de l'enfant commence bien. Entre autres, deux sondages et des titres stupéfiants : 1) *F. Magazine* : les femmes veulent des enfants, elles ne sont pas responsables de la dénatalité, s'il ne tenait qu'à elles.

Suit un sondage SOFRES, réalisé auprès d'un échantillon national (de combien de femmes, de quelles femmes ? Mystère), assorti d'un commentaire ahurissant : une étrange salade de féminisme décontracté, et de vérités péremptives franchement réactionnaires, du style du titre. Ces "vérités"-là passant d'autant mieux que le style est si sympa, "féministe".

C'est que le but du sondage est clair : on veut démontrer que les femmes, elles veulent au moins 3 enfants ; ce sont les hommes, ces égoïstes, qui refusent. D'où des dissertations subtiles sur le rapport contradictoire des femmes à la maternité, sur les femmes "ventre du monde", sur notre optimisme quant à la vie.

Ce qui n'est pas dit (mais qu'on peut lire dans les chiffres) : pour les femmes actives, 62 % ne veulent que 2 enfants, ou moins. (Cela tombe à 45 % pour les non actives).

Ce qui n'est pas dit non plus, c'est que les réponses des femmes n'ayant pas encore d'enfant changent considérablement les données. On le verra ci-dessous.

2) *Enfants Magazine* 4 jeunes Françaises sur dix souhaitent trois enfants et plus". En plus petits caractères il est précisé "âgées de 18 à 24 ans et n'ayant pas encore d'enfants".

Ce qui n'est pas dit : 35 % des femmes se disent "pas concernées". Le sondage ajoute : "pour diverses raisons". Lesquelles ? Peu importe, elles compteront pour du beurre, on ne donnera que les pourcentages des femmes "concernées".

Eh bien, même parmi celles-là, il reste encore une Française sur 10 qui dit : "non, je ne veux aucun enfant". (C'est vrai que là, tous âges confondus, il reste encore 34 % qui veulent 3 enfants, et parmi les 18-24 ans, cela monte à 39 %). Mais au tableau 2, parmi celles qui ont déjà eu 1 enfant : il n'y en a plus que 3 % qui en désirent 3 ! Et 69 % qui n'en veulent aucun autre ! Des rêves (insufflés par l'éducation) à la réalité...

Alors ? Titres mensongers, sondages truqués... Nous ferait-on avaler des couleuvres pour nous faire faire des enfants ?

Le mot de la fin, c'est *F. Magazine*, perplexe : "Les causes de la dénatalité demeurent aussi mystérieuses pour nos voisins d'Europe que pour nous"...

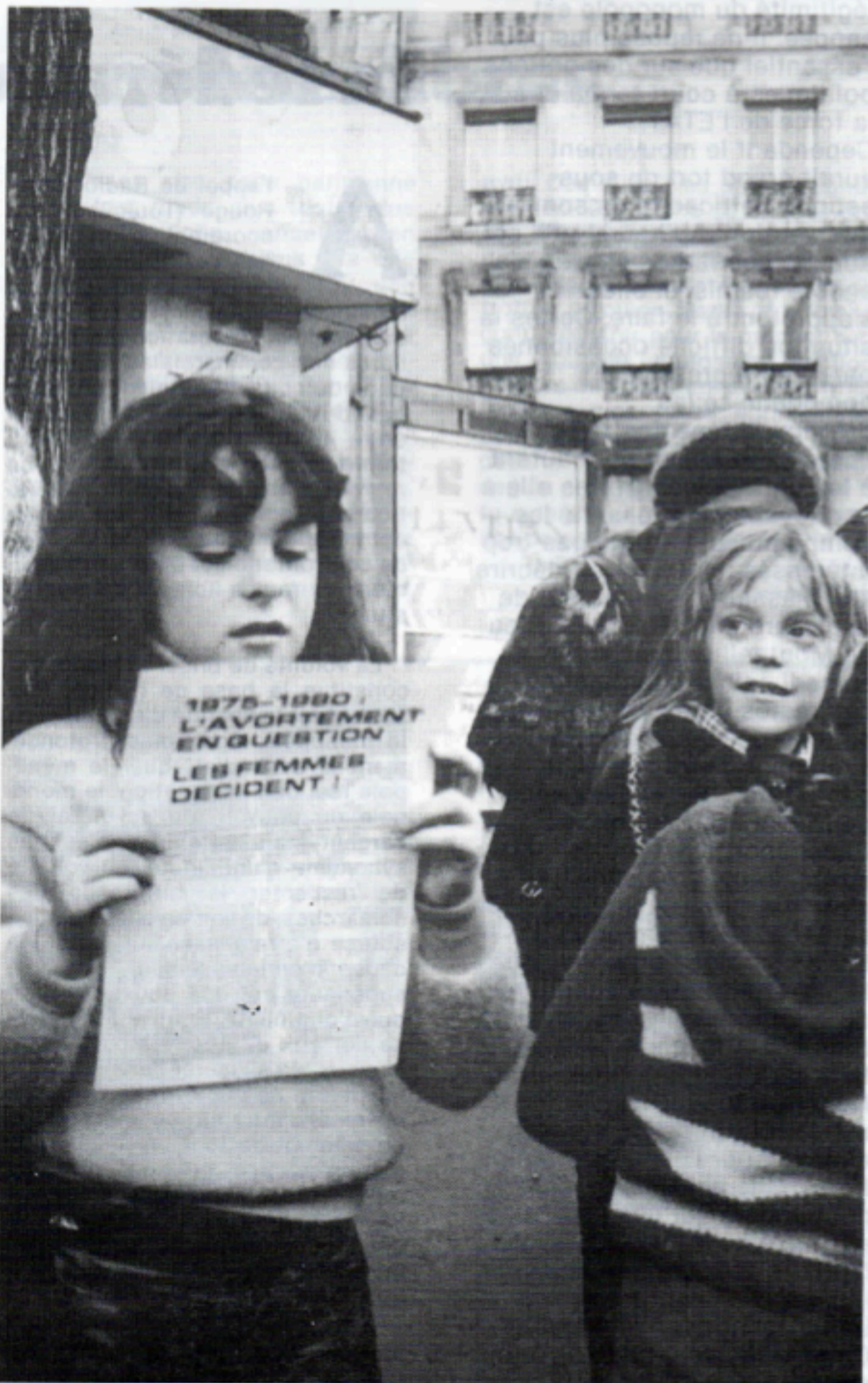
volontariste, que cela exigeait une implication réelle, liée à notre sexualité, à notre rapport à la maternité, etc., mais nous oscillons entre une démarche assez activiste et la réflexion un peu abstraite. D'autre part, le mouvement s'est éclaté sur divers thèmes de lutte, et bien sûr aussi selon certains clivages. Arriverons-nous à nous rassembler massivement pour "frapper toutes ensemble" ?

Les premières actions de cette année sur Paris ont été dynamiques. Il y a eu la journée "Radios libres" sur l'avortement, avec émission à partir du Miac (article page 36)(1). Puis une manif pour les 4 ans de la loi Veil. Mais une manif appelée unitairement par tout plein d'organisations — une signature

sur un tract ça ne coûte pas cher — et qui ne regroupe que 1 500 personnes environ, c'est un peu l'angoisse. C'était vigoureux, convaincu, mais les autres femmes ne sont-elles pas aussi convaincues ? Retrouvons-nous ensemble pour préparer un 8 mars combatif, et pour la suite. Nous sommes une force énorme et pouvons vaincre. □

Francine Comte

(1) Ce qui a valu à plusieurs copines engagées dans la lutte pour la liberté de l'avortement et à des camarades d'être convoqués au Palais de Justice dans le cadre d'une enquête d'intérêt publique ouverte à la demande du Parquet. Une pétition commence à circuler. La demander au Planning, rue Vivienne, Paris.



la loi Veil : 4 ans d'application ?

Nous savons tous que la loi Veil est une loi de classe (pas de remboursement, pas d'information), une loi restrictive (interdite aux mineures sans autorisation parentale, aux immigrées sans papiers, aux femmes enceintes de plus de 10 semaines) et enfin une loi répressive et culpabilisante, cherchant à dissuader.

Quant à son application, elle n'est un mystère pour personne, mais certaines précisions sont éclairantes :

1) Sur beaucoup d'hôpitaux la "clause de conscience" fait barrage. A Paris spécialement : si en France, 50 % des avortements se font dans le secteur public, à Paris le pourcentage tombe à 3 %. C'est qu'ici, plus qu'ailleurs, règnent le mandarinat, les carriéristes. Simone Veil répond à cela : "Je ne vois pas qu'on puisse modifier l'organisation des structures hospitalières, notamment en ce qui concerne la responsabilité des chefs de service..." (F. Magazine).

2) L'Assistance médicale gratuite : en principe, il y a une procédure rapide pour les IVG, mais cela ne fonctionne presque jamais.

3) Encore sur le fric : le quota des 25 % que les hôpitaux ne soient pas des "avortoirs") est allègrement dépassé en certains endroits : les IVG sont alors clandestines... et plus chères.

De toute façon, hôpitaux et cliniques exigent un paiement en espèces avant l'intervention et ne délivrent que rarement une facture.

5) Si des médecins font ce trafic financier, d'autres font un sale trafic moral. Combien de femmes se découvrent enceintes de 3 mois, grossesse non diagnostiquée par leur médecin... Combien sont pressées d'accoucher quand même, quitte à faire adopter l'enfant.

5) La contraception demeure peu et mal utilisée : la peur des femmes est bien entretenue, et c'est vrai que les méthodes ne sont pas anodines. C'est vrai aussi que beaucoup de médecins donnent n'importe quelle pilule.

Et puis surtout l'information demeure quasi nulle. Problème pour les mineures en particulier : les dispensaires du BAS ne sont ouverts qu'aux heures scolaires ; pour la S.S. elles doivent passer par leurs parents, etc.). Alors 1/6 des grossesses tardives sont des mineures...

Simone Veil répond : "L'information contraceptive à l'école est tout à fait exclue. Parce que les parents, qui détiennent l'autorité parentale, pourraient y être hostiles..."

6) S'il est si difficile d'avorter en France, aux TOM DOM la stérilisation est favorisée et on expérimente de nouvelles méthodes contraceptives.

7) Enfin, soulignons que si l'avortement est payant et cher, le traitement contre la stérilité est gratuit.